

L'ours fait polémique au Gouvernement de Catalogne

Joaquim Llena, le Conseiller à l'Agriculture défie le Conseiller à l'Environnement, Francesc Baltasar, de lâcher des ours à Collserola ⁽¹⁾

- Llena monte au créneau pour défendre le Syndic d'Aran et reproche à l'Environnement d'agir à l'encontre des intérêts du territoire

- Le « cas Hvala » ouvre un front politique inattendu, suite aux critiques de Initiative à ses partenaires du tripartisme ⁽²⁾

A présent ce ne sont plus seulement les chasseurs du Val d'Aran qui, s'ils le pouvaient, enverraient l'ourse Hvala dans un parc municipal, en ville. Il se trouve que c'est un membre du Gouvernement qui a repris à son compte la phrase la plus entendue dans tous les bars du Val d'Aran. Le Conseiller à l'Agriculture, Joaquim Llena, qui jusqu'à présent tirait les fils en dessous mais ne s'était pas prononcé publiquement, a brisé hier le silence et par la même occasion la stratégie de son collègue à l'Environnement, Baltasar. « *J'aimerais que quelque gouvernement lointain décidât d'introduire l'ours à Collserola. On verrait alors qui a les deux pieds dans la panade* », a-t-il affirmé. Et sans même avoir besoin de transférer l'ourse, c'est dans le plat qu'elle a mis les pieds. Ou au moins dans les dépêches de la Généralité.

⁽¹⁾ Toutes les notes sont du traducteur :

a) - nous disons, nous, « au Bois de Boulogne ». Le Parc naturel de Collserola se trouve à la sortie de Barcelone, il commence avec la célèbre colline du Tibidabo et son parc d'attraction. Le Conseiller à l'Agriculture (équivalent d'un Ministre dans les gouvernements autonomes) ne choisit pas ce lieu par hasard : Francesc Baltasar est originaire de Barcelone, dont il a été premier vice-président du Conseil Municipal. Il a été aussi, de 1997 à 2000, vice-président du Grand Barcelone (la capitale et 36 municipalités voisines, près de 5 millions d'habitants).

Des chroniques médiévales indiquent qu'il y avait des ours à Collserola.

⁽²⁾ ICV = Initiative pour une Catalogne Verte, les catalans disent simplement « Initiative ». A la suite des élections au Parlement de Catalogne de 2006, aucun parti n'ayant obtenu la majorité absolue, une coalition tripartite s'est accordée pour gouverner la Généralité : Parti Socialiste Catalan (PSC, 26,81% des voix), Esquerra Republicana de Catalunya (ESC ; Gauche républicaine, 14,06%) et ICV (9,56%).

Pour le Val d'Aran, ça se complique encore : l'actuel Syndic et député au Parlement catalan, Francesc Boya dit « Paco », est cofondateur du parti Unitat d'Aran rattaché au PSC, mais d'abord aranais : Paco est depuis longtemps engagé dans des mouvements de défense de l'identité et de la langue aranaises. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages en gascon aranais, dont l'un d'eux, *Presoèrs dera mar gelada*, a obtenu en 1998 la médaille de la ville de Luchon.

Carles Barrera, l'ancien Syndic, toujours élu au Conseil général d'Aran mais battu pour la charge de Syndic aux élections de 2007, a quitté le PSC pour, en gascon aranais car il s'agit d'un parti occitaniste, rejoindre Convergència Democràtica Aranès - Partit Nacionalista Aranès, rattaché au parti catalan CiU (Convergence et Union - 31,52% des voix en 2006 aux élections du Parlement catalan). C'est d'ailleurs en gascon que Carles est intervenu lors de la grande manifestation de Bagnères de Bigorre le 13 mai 2006 au nom du Conseil général d'Aran dont il était encore Syndic : discours gascon, partiellement sous titré en français, dans [vidéo de la manifestation](#), curseur à 7 minutes. Au début du générique d'ouverture, la phrase gasconne que l'on entend est extraite de ce discours, je traduis : « Des Pyrénées déshumanisées ne sont plus rien ».

Je me permettrai une remarque personnelle : au delà de leur affrontement politique, normal en démocratie, l'amour du Val d'Aran et de sa langue, leur rapidité de compréhension et de réaction, la qualité de leurs analyses, la chaleur de leur accueil, font de tous deux des compagnons indispensables.

L'Environnement a rappelé, hier, que le département compétent pour décider de l'avenir des plantigrades est celui de Baltasar, ce que Llena reconnaît, et Baltasar insiste sur le fait que la décision adoptée est de maintenir le programme de réintroduction. Un de ses porte-parole s'est borné à qualifier de « malencontreuse » la déclaration du titulaire de l'Agriculture. Le reste du travail ? Ils l'ont laissé entre les mains de leur parti. Et le Président de Initiative, Jaume Bosch, lui a demandé de s'occuper du sien : « c'est inquiétant qu'un Conseiller montre une telle ignorance de la réalité territoriale de la Catalogne, et concrètement de la réalité de la capitale », l'a-t-il rabroué.

EXPÉRIMENTATIONS

Officiellement, la Présidence du Gouvernement a pris position en faveur de Baltasar parce qu'il est celui qui est chargé de l'affaire. Mais des sources gouvernementales reconnaissent que les décisions ne peuvent être prises contre l'avis du Val d'Aran, et sur ce plan le Val d'Aran a été clair. En outre on est conscient que si on laisse tomber le Syndic d'Aran, Paco Boya, son rival CiU est prêt pour reprendre le siège qu'il a occupé pendant plus de deux décennies.

Quoique le Président de la Généralité ne se soit pas prononcé publiquement, les partisans de sortir l'ours lui attribuent une phrase qui, bien qu'ambiguë, pourrait être interprétée comme un aval donné à Llena et Boya : « *Moi aussi, des expérimentations comme celle-la ne me plaisent guère* ». La position de Llena est la même que celle de Boya depuis que l'ours a attaqué un chasseur : elle n'est autre que de réclamer qu'on écoute l'opinion des Pyrénéens. Le Conseiller à l'Agriculture, à l'époque où il était Maire de Alt Anéu (dans le Pallars Sobira), s'était toujours prononcé contre la réintroduction des ours.

LE JEU DES INTÉRÊTS

A tout cela s'ajoutent les intérêts électoraux. En tant que premier secrétaire du PSC à Lerida, Llena sait bien ce qu'il lui en coûterait de remettre CiU en place au Val d'Aran. Pour la première fois depuis le retour de la démocratie, le Syndic est à présent socialiste, ce qui explique aussi l'attitude ferme de Boya.

« *Chacun doit rendre des comptes aux siens, et moi je me dois aux Aranais* », insiste le Syndic. Argument que pourrait aussi brandir Baltasar, qui, le mois prochain, s'affronte à une assemblée de Initiative, au cours de laquelle des voix critiques s'élèveront contre l'actuelle direction. Ce sont les partisans d'une accentuation du discours écologiste, et cela inclut aussi la défense du programme Life qui, en 1996, eut pour conséquence la réintroduction de l'ours dans les forêts aranaises ⁽³⁾.

Auteur : NEUS TOMÀS – BARCELONE

Traductions et notes : B.Besche-Commenge ASPAP/AADDIP

31/10/2008- POLÉMICA EN EL GOVERN

El 'conseller' de Agricultura reta a Baltasar a soltar osos en Collserola

• **Llena sale en defensa del Síndic d'Aran y reprocha a Medi Ambient que actúe de espaldas al territorio**

• **El 'caso Hvala' abre un inesperado frente político, con críticas de Iniciativa a sus socios del tripartito**

(3) Nous rappelons que le programme Life, initié en 1993 sur des attendus totalement mensongers sur lesquels nous reviendrons, est terminé depuis 2000. [Le programme Life pour la période 2007-2013](#) dont le budget d'un montant de 186 millions d'euros vient d'être publié, ne prévoit aucun programme d'ours que ce soit dans les Pyrénées. Pour l'Espagne, seuls les ours cantabriques sont concernés.

Les importations d'ours slovènes de 2006 sont uniquement un programme français, avec l'appui des gouvernements espagnols et andorrans.

Ya no son solo los cazadores del Vall d'Aran los que si pudiesen enviarían la osa Hvala a un parque metropolitano. Resulta que también un miembro del Govern ha hecho suyo el comentario más escuchado en los bares araneses. El *conseller* de Agricultura, Joaquim Llena, que hasta ahora movía los hilos por detrás pero no se había pronunciado en público, rompió ayer el silencio y de paso la estrategia de su compañero de Medi Ambient, Francesc Baltasar. *"Me gustaría que algún gobierno lejano decidiese poner el oso en Collserola. Entonces veríamos la que se lía"*, afirmó. Y, sin necesidad de trasladar a la osa, la ha liado. Al menos en los despachos de la Generalitat.

Medi Ambient recordó ayer que la competencia para decidir el futuro de los plantígrafos es del departamento de Baltasar, cosa que Llena reconoce, e insistió en que la decisión adoptada es la de mantener el programa de reintroducción. Un portavoz de Baltasar se limitó a calificar de "desafortunadas" las declaraciones del titular de Agricultura. El resto del trabajo lo dejaron en manos de su partido. El vicepresidente de Iniciativa, Jaume Bosch, le pidió que se dedique a lo suyo. *"Es preocupante que un conseller muestre un desconocimiento tan grande de la realidad territorial de Catalunya y en concreto de la realidad metropolitana"*, le espetó.

EXPERIMENTOS

Oficialmente la Presidència del Govern toma partido a favor de Baltasar porque es quien debe gestionarlo. Pero fuentes gubernamentales reconocen que las decisiones no pueden adoptarse de espaldas al territorio y saben que en esta ocasión el Vall d'Aran ha hablado claro. Además, son conscientes de que si dejan solo al Síndic d'Aran, Paco Boya, CiU está preparada para regresar a los despachos que ocupó durante más de dos décadas.

Aunque el *president*, José Montilla, no se ha pronunciado públicamente, los partidarios de retirar a los osos le atribuyen una frase que, aunque ambigua, podría interpretarse como un aval a las posiciones de Llena y Boya: *"A mí tampoco me gustan experimentos como este"*. La posición de Llena es la misma que repite Boya, desde que Hvala atacó a un cazador, y no es otra que la de reclamar que se escuche la opinión del Pirineo. El *conseller*, en su anterior etapa como alcalde de Alt Àneu (Pallars Sobirà), se pronunció siempre en contra de la reintroducción de los osos.

JUEGO DE INTERESES

Y a ello hay que sumar los intereses electorales. Como primer secretario del PSC en Lleida, Llena sabe bien lo que costó arrebatarse a CiU el poder en el Vall d'Aran. Por vez primera desde la instauración de la democracia, ahora el Síndic es socialista y eso explica también la firmeza de Boya.

"Cada uno tiene que responder ante los suyos y yo me debo a los araneses", insiste el Síndic. Es el mismo argumento que podría esgrimir Baltasar, puesto que el próximo mes se enfrenta a una asamblea de Iniciativa en la que se escucharán voces críticas con la actual dirección. Son los sectores partidarios de enfatizar el discurso ecologista, y eso incluye también la defensa del programa europeo Life que en 1996 implicó la reintroducción del oso en los bosques araneses.

Auteur : NEUS TOMÀS – BARCELONE

Source : [El Periodico du 31-10-2008](http://www.elperiodico.com/default.asp?idpublicacio_PK=46&idioma=CAS&idnoticia_PK=557604&idseccio_PK=1021)

http://www.elperiodico.com/default.asp?idpublicacio_PK=46&idioma=CAS&idnoticia_PK=557604&idseccio_PK=1021
